

LE CLA SE JOINT À LA GRÈVE DU CNAPEST**Les lycées paralysés aujourd'hui et demain**

«Le ministère de l'Education nationale informe la communauté des enseignants que leurs problèmes sont pris en charge et fait appel, de ce fait, à leur sens des responsabilités pour ne pas perturber les élèves dans le suivi de leurs cours.»

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Cet extrait du communiqué du département de Boubekur Benbouzid, rendu public à la veille de la grève, prévue pour aujourd'hui et demain par le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), témoigne de l'inquiétude de ce département quant à la reprise de la protestation. Hélas, le pourrissement est déjà là et les enseignants du Cnapest, à travers 45 wilayas, maintiennent leur mot d'ordre de grève.

Le Conseil des lycées d'Algérie (Cla) a également

rejoint le mouvement, en appelant hier ses adhérents à se regrouper autour des revendications des enseignants et en participant au mouvement de débrayage initié par le Cnapest. Il s'agit là de la première action de cette rentrée scolaire, et les revendications exprimées dépassent, en toute vraisemblance, les prérogatives du seul département ministériel, puisque l'essentiel de celles-ci est lié directement à l'application du nouveau statut particulier et du régime indemnitaire.

D'ailleurs, lors de la réunion qui a regroupé samedi les responsables du



Photo: Samir Sid

ministère avec les syndicalistes du Cnapest, le secrétaire général du ministère a montré toutes les limites de

l'intervention de son département sur ces deux questions, exprimant toutefois une disposition à régler les

problèmes propres au syndicat et aux enseignants qui y sont affiliés.

Dans cette perspective, le ministère doit dépêcher aujourd'hui une délégation, constituée de responsables centraux et de représentants du Cnapest, dans la

wilaya de Mostaganem, pour entamer des négociations avec les enseignants en grève depuis 40 jours, suite à un conflit avec la Direction de l'éducation de la wilaya. D'un autre côté, le directeur de l'éducation de Constantine se présentera à Alger pour des explications sur la gestion des conflits du secteur, où le favoritisme, paraît-il, bat son plein, au profit de certains syndicats et au détriment d'autres.

Ainsi, le Cnapest considère que la réunion tenue avec les responsables du secteur s'est focalisée sur des problèmes particuliers et ne répond guère aux aspirations des enseignants. Interrogé hier sur l'éventualité de reporter le mouvement de grève, le secrétaire national du Cnapest, M. Nouar, a précisé que «la grève a été décidée par le conseil national et ne peut être annulée que par un conseil national extraordinaire».

R. M.

INTERDICTION D'IMPORTATION DES MÉDICAMENTS**PRODUITS LOCALEMENT****Le SAIP se dit satisfait, mais exige des mesures complémentaires**

Se félicitant hier de la décision prise par le gouvernement, concernant l'interdiction d'importation des médicaments produits en Algérie, le président du Syndicat algérien des industriels en pharmacie (SAIP), le D^r Djebbar, a toutefois précisé que d'autres mesures devront suivre dans le but de protéger la production nationale.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Après avoir pris notre mal en patience, nous saluons la décision du chef du gouvernement et nous espérons travailler de concert avec les autorités concernées», a déclaré le D^r Djebbar, lors d'une conférence de presse hier en présence notamment de représentants de producteurs que sont Lad Pharma, LAM, Propharma et Saidal.

Selon le président du syndicat, le chef du gouvernement a réclamé la liste des médicaments interdits à l'importation, qui sera étudiée par la direction de la pharmacie. A cet effet, il a été institué un comité qui a

répertorié 600 à 700 produits à protéger et fabriqués en Algérie, qui représentent en fait 260 produits de base.

«Nous souhaiterions maintenant travailler dans la clarté» a déclaré à ce propos le D^r Djebbar, précisant que le syndicat ne fait pas partie des membres du comité mis sur pied. Il dira, par ailleurs, que les producteurs souhaitent l'élaboration d'un listing des produits fabriqués en Algérie.

Les intervenants noteront, par ailleurs, concernant la capacité de répondre aux besoins des consommateurs, que la production passera certaine-

ment par une période d'adaptation. Cette dernière sera notamment marquée par des périodes de pénurie de médicaments produits localement. S'estimant confiants, les producteurs préciseront, toutefois, qu'ils comptent occuper le terrain et s'engager à produire les quantités de médicaments à même de répondre aux besoins des malades.

Les industriels ont aussi évoqué les mesures d'accompagnement et les décisions prises par le gouvernement.

Il s'agit, en premier lieu, précisera le D^r Djebbar, du remboursement des médicaments fabriqués localement. «Cette mesure est vitale. C'est aussi la meilleure façon d'encourager d'éventuels investisseurs étrangers» a souligné l'intervenant.

Les fabricants revendiquent aussi la non-applica-

tion du tarif de référence ou sinon la création d'un comité au niveau du ministère de la Santé, et ce, en vue de négocier les prix des médicaments.

Le président SAIP a, par ailleurs, évoqué la nécessité d'augmenter les marges des pharmaciens d'officines ainsi que l'application immédiate des directives du gouvernement, ce avant que les nouveaux programmes d'importation ne soient conclus.

Le syndicat des producteurs de médicaments insistera aussi sur la nécessité de la mise sur pied de trois listes, qui concernent les produits fabriqués, l'importation en vrac et l'importation de produits finis, dans le but, dira le D^r Djebbar d'asseoir «une politique réelle d'encouragement d'une industrie du médicament».

F-Z. B.

ENERGIE ÉLECTRIQUE**Six nouvelles centrales seront livrées en 2009**

Le président-directeur général du groupe Sonelgaz, Nouredine Bouterfa, a effectué hier une visite d'inspection du chantier de réalisation de la centrale électrique turbine à gaz de Larbaâ, dans la wilaya de Blida. Cette nouvelle centrale, devant être achevée à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, est constituée de quatre turbines d'une capacité de 150 mégawatts chacune.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - La future centrale électrique de Larbaâ fait partie d'un programme global de réalisation de six centrales électriques à travers le territoire national pour un montant global de 2 milliards de dollars. A M'sila (2x250 mégawatts), Relizane

(3x150 mégawatts), Batna (2x140 mégawatts), Annaba (2x40 mégawatts) et enfin à Alger Port (2x40 mégawatts). La capacité totale de production de ces infrastructures est de 2 000 mégawatts. Un objectif fixé pour l'année 2009, devant renforcer les capacités nationales

de production de l'énergie électrique et répondre à la demande. La centrale de Larbaâ devra alimenter prioritairement le Grand-Alger mais aussi, Blida, Tipaza et Boumerdès. Les travaux confiés à une entreprise italienne, Ansaldo Energia, ont été lancés en mai 2007. Ils enregistrent actuellement un taux d'avancement global de 60%. Un léger retard est, toutefois, constaté et que le directeur général de l'engineering du groupe Sonelgaz, Zoubir Boulekroun, explique par la nature du sol ayant deman-

dé une reconstitution, le dédouanement et les lenteurs dans les domiciliations bancaires. Avec l'entrée en production des centrales électriques dans le courant de l'année prochaine, l'Algérie assurera, selon Nouredine Bouterfa, «une aisance» en matière de disponibilité de l'électricité. Les efforts devront être concentrés sur la réalisation d'infrastructures de distribution à travers un maillage reliant les différentes centrales électriques du pays.

L. M.

FEMMES TRAVAILLEUSES**Le travail décent en milieu féminin**

Le travail décent était pour la seconde fois consécutive, au centre d'une rencontre organisée hier par la commission nationale des femmes travailleuses de l'UGTA, en collaboration avec le centre américain de solidarité ouvrière internationale. Selon les initiateurs de cette rencontre, l'objectif recherché, à travers cette rencontre, est de souligner l'importance de la notion de travail décent, qui n'est que le résumé des aspirations des êtres humains au travail. Selon la représentante du centre américain, «la notion de travail décent regroupe divers éléments, en l'occurrence la possibilité d'exercer un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité au travail et la protection sociale pour les familles, l'amélioration des perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté pour les êtres humains d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer à la prise des décisions qui influent sur leur vie, l'égalité des chances et de traitement pour l'ensemble des femmes et des hommes».

Ainsi, pour la partie syndicale représentée par Mme Soumia Salhi, «le travail décent devrait être au cœur des stratégies mondiales, nationales et locales relatives aux progrès économique et social». «Le travail décent joue un rôle fondamental dans les efforts tendant à lutter contre la pauvreté et constitue un moyen de réaliser un développement durable, fondé sur l'équité et l'inclusion. L'OIT œuvre à la promotion du travail décent, dans le cadre de ses activités relatives à l'emploi, à la protection sociale, aux normes et aux principes et droits fondamentaux au travail et au dialogue social. Dans chacun de ces domaines, on constate, partout dans le monde, des déficits, des lacunes et des exclusions sous différentes formes : chômage et sous-emploi, emplois de faible qualité et improductifs, absence de sécurité au travail et précarité des revenus, violations des droits, inégalités entre les sexes, exploitation des travailleurs migrants, absence de représentation et de possibilités d'expression, insuffisance de protection et de solidarité face à la maladie, aux handicaps et à la vieillesse», a-t-on indiqué.

Sur un autre plan, cette rencontre était une occasion pour les participants à ce séminaire d'évoquer la situation économique mondiale et ses répercussions sur l'emploi féminin. A ce titre, il a été mis en évidence l'importance et la nécessité de la défense des droits des femmes travailleuses, dans une conjoncture marquée par une domination professionnelle masculine. C'est dans cette optique que, de plus en plus de voix s'élèvent au sein de la centrale syndicale pour conforter le rôle de la femme syndicale au plan organique et, la propulsant au devant de responsabilités syndicales.

A. B.